

# COUR SUPÉRIEURE

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

N<sup>o</sup> : 500-06-000952-180  
DATE : 24 février 2021

---

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE : L'HONORABLE MARTIN F. SHEEHAN, j.c.s.**

---

**LOUISE SOLKIN, es qualité de liquidatrice de la succession de WOLF WILLIAM SOLKIN**

et

**JOYCE B. SAUNDERS SALMON**

Demanderesses

c.

**LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA**

et

**LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC**

et

**LE CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'OUEST-DE-L'ÎLE DE MONTRÉAL**

Défendeurs

---

## JUGEMENT

---

- [1] **CONSIDÉRANT** que le 19 février 2019, le demandeur, Wolf William Solkin, a été autorisé à exercer une action collective contre les défendeurs;
- [2] **CONSIDÉRANT** que les avocats des parties ont convenu d'une entente à l'amiable, sans admission de responsabilité, laquelle doit maintenant être approuvée par le Tribunal;

- [3] **CONSIDÉRANT** qu'un avis doit être transmis aux membres pour les aviser de la transaction;
- [4] **CONSIDÉRANT** que le demandeur, Wolf William Solkin, est décédé le 3 février 2021 et que les avocats du groupe désirent le remplacer par Louise Solkin, liquidatrice de la succession de Monsieur Solkin, et Joyce Saunders Salmon pour les fins de compléter le règlement;
- [5] **CONSIDÉRANT** qu'une telle substitution doit être autorisée par le Tribunal<sup>1</sup>;
- [6] **CONSIDÉRANT** que la substitution proposée respecte le jugement d'autorisation de l'action collective et qu'elle est dans l'intérêt des membres;
- [7] **CONSIDÉRANT** les correspondances et les explications reçues des avocats des parties concernant les projets d'avis aux membres à être transmis ainsi que le plan de distribution proposé;

**POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

**ACCUEILLE** la demande d'autorisation d'amender l'action collective conformément à la *Modified Originating Application for a Class Action* datée du 17 février 2021;

**PERMET** la substitution de Wolf William Solkin par Louise Solkin, liquidatrice de la succession de Monsieur Solkin, et Joyce Saunders Salmon à titre de représentantes des membres;

**APPROUVE** l'Avis d'audience pour l'approbation du règlement et des honoraires (l'« **Avis de règlement** ») (en français et en anglais) dans une forme substantiellement similaire aux avis annexés au présent jugement (Annexe A);

**AUTORISE** la diffusion de l'Avis de règlement de la façon suivante :

- a) Par un envoi personnalisé de l'avis de règlement aux membres et à la personne-ressource identifiée pour un membre;
- b) Par la publication de l'avis de règlement sur la page d'accueil du site internet d'Anciens Combattants Canada;

---

<sup>1</sup> Article 585 et 589 du *Code de procédure civile* (« C.p.c. »); *Pellemans c. Lacroix*, 2009 QCCS 1530, par. 25a).

- c) Par la publication de l'avis de règlement sur le site internet des avocats des membres du groupe;
- d) Par la publication de l'avis de règlement sur le site internet du Registre des actions collectives de la Cour supérieure;

**ORDONNE** la diffusion des différents avis par les parties défenderesses dans un délai de dix (10) jours ouvrables de la signature du présent jugement, le tout conformément aux paragraphes précédents;

**LE TOUT**, frais à suivre selon l'issue du litige.

---

**MARTIN F. SHEEHAN, j.c.s.**

M<sup>es</sup> Michel Savonitto et Julie Savonitto, Savonitto & Associés inc.,  
M<sup>e</sup> Laurent R. Kanemy, Services juridiques Laurent Kanemy inc.  
**Avocats des demanderesses**

M<sup>es</sup> Ian Demers et Claude Joyal  
Ministère de la Justice Canada/ Gouvernement du Canada  
**Avocats du défendeur, le Procureur général du Canada**

M<sup>es</sup> Gaëlle Missire et Anne-Sophie Bordeleau-Roy,  
Bernard Roy (Justice-Québec)  
**Avocates du défendeur, le Procureur général du Québec**

M<sup>es</sup> Jean-François Pedneault, Stéphanie Rainville et Christophe Savoie,  
Monette Barakett s.e.n.c.  
**Avocats du défendeur, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île de Montréal**

**ANNEXE A  
(AVIS AUX MEMBRES EN FRANÇAIS)**

**UNE ENTENTE DE RÈGLEMENT A ÉTÉ CONCLUE  
DANS L'ACTION COLLECTIVE CONCERNANT LES ANCIENS COMBATTANTS  
AYANT RÉSIDÉ OU QUI RÉSIDENT TOUJOURS À L'HÔPITAL SAINTE-ANNE  
DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2016**

**CE RÈGLEMENT POURRAIT AVOIR DES RÉPERCUSSIONS SUR VOUS**

**LISEZ ATTENTIVEMENT CET AVIS, IL DÉCRIT LE RÈGLEMENT ET DE QUELLE  
FAÇON CELUI-CI AFFECTE VOS DROITS**

Le demandeur Wolf William Solkin (le « **Demandeur** ») a conclu une entente de règlement (le « **Règlement** ») avec les Défendeurs le Procureur général du Canada, le Procureur général du Québec et le Centre Intégré Universitaire de Santé et de Services sociaux de l'Ouest-de-l'Île de Montréal (collectivement les « **Défendeurs** ») concernant l'action collective instituée par le Demandeur dans le dossier de Cour n° : 500-06-000952-180 (l'« **Action collective**») alléguant que les Défendeurs ont fait défaut de maintenir le niveau de soins et de services que les anciens combattants recevaient à l'Hôpital Sainte-Anne avant la cession de celui-ci à un établissement de santé et de services sociaux de la province.

**A. Quel est le but de cet avis ?**

Le but de cet avis est de vous aviser que le Demandeur et les Défendeurs ont conclu un Règlement mettant un terme à l'Action collective. Les parties demanderont à la Cour supérieure du Québec (le « **Tribunal** ») d'approuver ce Règlement.

Le Tribunal tiendra une audience le **22 avril 2021** (l'« **Audience d'approbation du Règlement** ») afin de déterminer s'il approuve ce Règlement.

**B. Qui est membre du groupe visé par le présent avis ?**

Les membres du Groupe seront affectés par le Règlement proposé. Vous êtes un « **Membre du Groupe** » si vous entrez dans la définition suivante :

« Toutes les personnes qui sont ou qui étaient des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale ou de la Guerre de Corée et qui étaient résidentes à l'Hôpital Sainte-Anne à partir du 1<sup>er</sup> avril 2016 ou après, ainsi que leurs héritiers et/ou ayants droit. »

**C. Quel est le Règlement qui a été conclu dans cette Action collective?**

Le Demandeur et les Défendeurs ont convenu de régler cette Action collective en contrepartie d'un paiement par les Défendeurs d'un montant total, global et final de 19 000 000\$. Il n'y a aucune reconnaissance de responsabilité ou de faute de la part des Défendeurs dans cette affaire.

Ce Règlement est sujet à l'approbation du Tribunal. Le Tribunal décidera si ce Règlement est équitable, raisonnable et dans l'intérêt supérieur des Membres du Groupe.

Si le Règlement est approuvé par le Tribunal, le Règlement couvrira tous les dommages-intérêts à titre de règlement total et final de cette Action collective, incluant les honoraires des procureurs des Membres du Groupe de l'ordre de 25% du montant total et final, les coûts d'administration de ce Règlement, les taxes ainsi que les intérêts.

Si le Règlement est approuvé par le Tribunal, les conditions du Règlement stipulent qu'afin de recevoir une indemnisation, les Membres du Groupe devront soumettre une réclamation à l'administrateur responsable de la distribution du montant du Règlement.

Les Membres du Groupe qui auront soumis leur réclamation accompagnée des documents requis et dont la réclamation aura été acceptée par l'Administrateur auront chacun droit à une part du montant du Règlement calculé sur la base du nombre de jours-présence à l'Hôpital Sainte-Anne entre le 1<sup>er</sup> avril 2016 et le 31 octobre 2020, multiplié par un montant identique qui sera déterminé de façon définitive une fois que toutes les preuves de réclamations auront été traitées.

En contrepartie du paiement du montant du règlement de 19 000 000\$, les Défendeurs recevront une quittance complète et finale de toutes les réclamations contre elles incluses dans cette Action collective visant la période allant du **1<sup>er</sup> avril 2016** jusqu'au **31 octobre 2020**, inclusivement.

Le texte du Règlement est disponible sur le site internet des procureurs des Membres du groupe à l'adresse [www.savonitto.com](http://www.savonitto.com) ainsi qu'en communiquant directement avec les procureurs des Membres du Groupe aux coordonnées ci-après mentionnées.

Les motifs en faveur de l'approbation de ce Règlement par le Tribunal seront expliqués plus en détail dans les documents qui seront déposés auprès du Tribunal et ils seront disponibles sur le site internet [www.savonitto.com](http://www.savonitto.com) et sur le Registre des actions collectives de la Cour supérieure.

#### **D. Qu'advient-il si le Règlement est rejeté par le Tribunal?**

Si le Règlement est rejeté par le Tribunal, l'Action collective va se poursuivre. Si cela devait être le cas, cela pourrait prendre quelques mois, voire quelques années, avant de tenir le procès et obtenir un jugement. Des procédures en appel pourraient ensuite avoir lieu, le cas échéant.

#### **E. Quels sont vos droits et vos options?**

Les Membres du Groupe et les membres du public peuvent assister à l'Audience d'approbation du Règlement qui se tiendra le **22 avril 2021**, mais vous n'êtes pas obligé d'être présent. Les détails afin d'assister à l'audience en personne (si les directives sanitaires le permettent) ou à distance seront disponibles sur le site internet [www.savonitto.com](http://www.savonitto.com) au moins une semaine avant la date fixée pour l'Audience d'approbation du Règlement.

Vos droits et vos options sont les suivants :

## 1. Ne rien faire.

Si vous ne faites rien, vous serez liés par toutes les conditions du Règlement et vous ne pourrez pas entreprendre de procédures judiciaires contre les Défendeurs découlant de, ou liées à, cette Action collective. Si vous êtes un des Membres du Groupe, et que le Tribunal approuve le Règlement proposé, vous pourrez faire votre réclamation de la manière prévue au Règlement et recevoir une indemnisation si votre réclamation est acceptée.

## 2. Appuyer ou vous opposer à l'approbation du Règlement.

Toutes les conditions du Règlement ont été négociées de bonne foi par le Demandeur, les procureurs des Membres du Groupe, les Défendeurs ainsi que les procureurs des Défendeurs. Le Demandeur et les procureurs des Membres du Groupe soutiennent que le Règlement est dans l'intérêt supérieur des Membres du Groupe.

À titre de Membre du Groupe, vous pouvez, mais n'y êtes pas obligé, appuyer ou vous opposer à l'approbation du Règlement en transmettant vos représentations par écrit (par courrier ou courriel) aux procureurs des Membres du Groupe, à l'adresse se trouvant ci-dessous au plus tard le 8 avril 2021. Les procureurs des Membres du Groupe transmettront toutes les représentations reçues au Tribunal ainsi qu'aux Défendeurs préalablement à l'Audience d'approbation du Règlement.

Vos représentations écrites doivent indiquer si vous avez l'intention d'assister ou non à l'Audience d'approbation du Règlement et inclure :

- Votre nom, adresse et numéro de téléphone et, si vous êtes l'héritier ou l'ayant droit d'un Membre du Groupe, le nom du Membre du Groupe;
- Une courte déclaration sur les raisons pour lesquelles vous appuyez ou vous vous opposez à l'approbation du Règlement.

## F. Où et quand aura lieu l'Audience d'approbation du Règlement?

L'Audience d'approbation du Règlement aura lieu le **22 avril 2021** au Palais de justice de Montréal sis au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1B6.

**G. Qui sont les avocats représentant les Membres du Groupe?** Les cabinets d'avocats **Services juridiques Laurent Kanemy inc.** et **Savonitto & Ass. inc.** sont les procureurs des Membres du Groupe et les représentent.

Les coordonnées des procureurs des Membres du Groupe sont les suivantes :

### **Services juridiques Laurent Kanemy inc.**

M<sup>e</sup> Laurent Kanemy  
Gare Windsor, 9<sup>e</sup> étage  
1100 avenue des Canadiens-de-Montréal  
Montréal (Québec) H3B 2S2  
Tél. : (514) 843-4855  
Courriel: [ikanemy@ncc-lex.com](mailto:ikanemy@ncc-lex.com)

### **Savonitto & Ass. Inc.**

M<sup>e</sup> Michel Savonitto  
M<sup>e</sup> Julie Savonitto  
468, rue St-Jean, Bureau 400  
Montreal (Québec) H2Y 2S1  
Tél.: (514) 843-3125  
Courriel: [veterans@savonitto.com](mailto:veterans@savonitto.com)

## **H. Comment puis-je poser des questions?**

Pour plus d'informations, veuillez visiter le site internet [www.savonitto.com](http://www.savonitto.com). Si vous avez des questions auxquelles vous ne trouvez pas de réponse sur le site internet, veuillez communiquer par courriel ou par téléphone avec les procureurs des Membres du Groupe aux coordonnées ci-dessus.

## **I. Interprétation**

Cet avis est un sommaire de certaines conditions du Règlement. En cas de conflit entre cet avis et le Règlement, les conditions du Règlement, lorsqu'applicables, doivent prévaloir.

**VEUILLEZ NE PAS APPELER LES DÉFENDEURS ET LE TRIBUNAL À PROPOS DE CETTE  
ACTION COLLECTIVE.**

**Cet avis a été approuvé par la Cour supérieure du Québec,  
l'honorable Martin F. Sheehan.**

**ANNEXE A  
(AVIS AUX MEMBRES EN ANGLAIS)**

**A SETTLEMENT HAS BEEN REACHED IN THE  
CLASS ACTION INVOLVING THE VETERANS WHO CURRENTLY  
RESIDE OR HAVE RESIDED AT SAINTE-ANNE'S HOSPITAL SINCE  
APRIL 1<sup>st</sup>, 2016.**

**THIS SETTLEMENT MAY HAVE SOME IMPACT ON YOU.**

**PLEASE READ THIS NOTICE CAREFULLY, AS IT DESCRIBES THE  
SETTLEMENT AND EXPLAINS HOW IT COULD AFFECT YOUR  
RIGHTS.**

The Applicant, Wolf William Solkin (hereinafter, the « **Applicant** »), has concluded a settlement agreement (hereinafter, the « **Settlement** ») with the Defendants, namely the Attorney General of Canada, the Attorney General of Québec, and the *Centre Intégré Universitaire de Santé et de Services Sociaux* of the West Island of Montréal (hereinafter, considered collectively, as the « **Defendants** »), in regards to the class action introduced by the Applicant under case file number 500-06-000952-180 (hereinafter, the « **Class Action** »), in which it was alleged that the Defendants failed to maintain the level of care and service the veterans received from Sainte-Anne Hospital before it was transferred to a provincial health and social services centre.

**A. What is the purpose of this notice?**

This notice is to inform you that the Applicant and the Defendants have come to a Settlement which puts an end to the Class Action. In fact, the parties shall request that the Superior Court of Québec (hereinafter, the « **Court** ») approve the said Settlement.

The Court shall hold a hearing on **April 22, 2021** (hereinafter, the « **Settlement Approval Hearing** ») in order to decide whether the Settlement will be approved.

**B. Who can be considered a member of the class covered by this notice?**

All members of the Class will be impacted by the proposed Settlement. Will be considered a « **Member of the Class** » anyone who fits within the following definition:

« Any and all individuals who are or were veterans of the Second World War or of the Korean War, and who resided at Sainte-Anne Hospital at any time as of April 1<sup>st</sup>, 2016 or thereafter, as well as their heirs, successors, and assigns. »

**C. What is the settlement that was reached in regard to the Class Action?**

The Applicant and the Defendants have agreed to settle the Class Action in consideration for the payment of a global, final, and definite amount of \$19 000 000. There is no admission of any liability or fault from the Defendants in the present case.

The Settlement must be approved by the Court, who shall decide if it is, in fact, fair, reasonable, and in the best interests of the Members of the Class.

Should the Settlement be approved by the Court, it shall cover any and all damages payable in the context of the Class Action, including the professional fees owed to the lawyers who represent the Members of the Class (in an amount of 25 percent (%) of the total global amount), all costs associated with the administration of the Settlement, as well as all applicable interest and taxes.

In order to receive financial compensation in accordance with the Settlement's terms and conditions, Members of the Class shall submit a claim to the administrator in charge of distributing the Settlement proceeds.

Each Member of the Class who will submit a claim supported by the required documents (and whose claim will be deemed admissible by the administrator) will be entitled to a share of the Settlement's proceeds which shall correspond to the number of days they spent at Sainte-Anne Hospital between April 1<sup>st</sup>, 2016 and October 31<sup>st</sup>, 2020 multiplied by a fixed and definite amount to be determined once all statements of claims have been duly received and processed.

In consideration for the payment of an amount of \$19 000 000, the Defendants will be granted a full, final and comprehensive release and discharge of any and all claims arising from the Class Action and covering the period between April 1<sup>st</sup>, 2016 and October 31<sup>st</sup>, 2020 inclusively.

The complete text of the proposed Settlement is available on the website [www.savonitto.com](http://www.savonitto.com) or can be obtained by contacting the lawyers representing the Members as they appear in section G hereof.

The reasons, grounds, and motives invoked in support of the approval of this Settlement will be explained in detail in the documents which shall be filed with the Superior Court's registry of class actions and shall also be made available on the following website: [www.savonitto.com](http://www.savonitto.com).

#### **D. What if the Court refuses to approve the Settlement?**

If the Superior Court refuses to approve the proposed Settlement, the Class Action will continue. In which case the trial may not be held and a judgment rendered before several months, if not several years. There may then be proceedings filed in appeal.

#### **E. What are your rights and options?**

Any Member of the Class or of the public in general may attend the Settlement Approval Hearing which will be held on **April 22, 2021**. Please note that you have no obligation to attend. At least a week before the Settlement Approval Hearing is set to be held, instructions on how to attend in person (if possible) or remotely will be posted on the website [www.savonitto.com](http://www.savonitto.com).

You may elect to do any of the following:

##### **1. Do Nothing**

Should you not respond or react to this notice in any way, you will be bound by the Settlement's terms and conditions and will be unable to file against the Defendants any kind of judicial proceedings arising out of or related to the Class Action. Should the Court approve the proposed Settlement, and assuming that you qualify as a Member of the Class, you will be entitled to submit a claim in accordance with the procedure described in the Settlement itself, and to receive financial compensation once your claim has been declared admissible.

## **2. Support or Oppose the Approval of the Settlement**

All the terms and conditions of the Settlement were negotiated in good faith between the Applicant, the lawyers representing the Members of the Class, the Defendants and the Defendants' attorneys. The Applicant and the lawyers representing the Members of the Class firmly and strongly believe that the Settlement is in the best interests of the Members.

As a Member of the Class, you may (without being obligated to) support or oppose the approval of the Settlement by sending (either by regular or electronic mail, at the coordinates provided below, and no later than April 8, 2021) a written statement to the lawyers representing the Members of the Class. Said lawyers shall, prior to the Settlement Approval Hearing, forward each and every written statement to the Court as well as to the Defendants.

Your written statement must specify whether or not you intend to attend the Settlement Approval Hearing and include:

- Your name, address, phone number, and, if you act as the heir, successor, or assign a Member of the Class, the name of said Member of the Class;
- A brief description of the reasons or grounds you invoke in order to support or oppose the approval of the Settlement.

### **F. Where and when will the Settlement Approval Hearing be held?**

The Settlement Approval Hearing will be held on **April 22, 2021**, at the Montreal courthouse situated at 1 Notre-Dame East Street, Montréal, Québec, H2Y 1B6.

### **G. Who are the lawyers who represent the Members of the Class?**

Two (2) law firms, namely **Laurent Kanemy Legal Services Inc.** and **Savonitto & Associates Inc.**, manage the Class Action on behalf of the Members of the Class, whom they legally represent.

Said law firms can be reached at the following coordinates:

**Laurent Kanemy Legal Services Inc.**  
Mtre Laurent Kanemy  
Gare Windsor (9<sup>th</sup> floor)  
1100 des Canadiens-de-Montréal Avenue  
Montréal, Québec, H3B 2S2  
Phone : (514) 843-4855  
E-mail: [ikanemy@ncc-lex.com](mailto:ikanemy@ncc-lex.com)

**Savonitto & Associates Inc.**  
Mtre Michel Savonitto  
Mtre Julie Savonitto  
468 St-Jean Street, suite 400  
Montréal, Québec, H2Y 2S1  
Phone: (514) 843-3125  
E-mail: [veterans@savonitto.com](mailto:veterans@savonitto.com)

#### **H. What if I have questions?**

To learn more about the process referred to in this notice, please consult the website [www.savonitto.com](http://www.savonitto.com). With regards to any questions or concerns not specifically addressed on the website, feel free to contact the law firms mentioned above by phone or e-mail.

#### **I. Interpretation**

This notice only summarizes certain aspects of the Settlement. Should any contradiction, conflict, or discrepancy ever arise between the provisions of this notice and those of the Settlement itself, the latter (whenever applicable) shall prevail.

**PLEASE DO NOT CALL THE DEFENDANTS OR THE COURT REGARDING  
THE CLASS ACTION REFERRED TO IN THIS NOTICE.**

**This Notice has been approved by the Honorable Justice Martin F. Sheehan of the  
Superior Court of Québec**